

## Les sept moments fondateurs de la pensée musulmane

Conférence du Professeur Abdou FILALI ANSARY,  
Philosophe, Directeur de l'Institut pour les Etudes des Civilisations  
Musulmanes à l'Université Aga Khan de Londres,  
Membre du Comité d'Orientation de l'IRES

Les changements rapides auxquels nous assistons aujourd'hui nous adressent de nouveaux défis et nous placent devant des dilemmes importants, que nous vivons comme des problèmes difficiles à résoudre. Nous avons le sentiment que nous - c'est-à-dire nos communautés, notre pays, l'humanité - nous trouvons dans une situation sans précédent, et que nos choix et notre action future détermineront nos chances de survie, nos possibilités de développement et tout ce qui compte pour notre avenir. Dans une telle situation, les enseignements offerts par les traditions religieuses et l'expérience des générations passées devraient être essentiels. Or il semble qu'il n'en est rien : la nouveauté de la situation est telle que les secours qu'on peut tirer de "précédents" paraissent négligeables. La question est donc la suivante : que peuvent nous apporter les traditions religieuses dans les conditions actuelles et face aux défis majeurs que nous devons affronter en ce moment ? Il est important de bien formuler la question, pour être en mesure de déterminer ce qu'on attend des religions, ce que nous pouvons leur demander et ce qu'elles peuvent nous offrir.

En d'autres temps, les choses auraient été beaucoup plus simples. Pas seulement parce que les changements étaient moins rapides, moins brutaux et peut-être moins menaçants. Les traditions religieuses offraient, dans les sociétés pré modernes, des réponses claires et certaines aux questions qu'individus et communautés se posaient sur ce qu'ils devaient faire, les normes à observer, les manières, la déontologie etc. Il y avait dans la société des « hommes de science » dont le rôle était précisément de fournir de telles réponses et de guider le peuple sur toutes les questions qui le rendaient perplexe. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pourquoi ?

Nous avons en effet atteint un stade où nous ne pouvons plus accepter naïvement des propositions définitives sur les valeurs éthiques, énoncées d'une manière autoritaire par des clercs qui croient détenir la clef ultime du savoir religieux. Essayons de comprendre les étapes qui nous ont conduits à cette situation.

Au XII<sup>e</sup> siècle, Ibn Rushd (1126-1198) distinguait entre sagesse (Hikma) et loi religieuse ou préceptes religieux (Sharia) alors même qu'il voulait souligner les étroits rapports qui les reliaient. Des commentateurs européens de son œuvre ont cru qu'il voulait dire que la vérité est double, la raison ayant accès à des formes démontrables alors que la religion en offrirait des versions mythiques ou imagées, tout juste bonnes à impressionner les masses et permettre de les mener ou de les berner (ou les deux à la fois). En fait, Ibn Rushd voulait souligner que les deux - raison et religion - nous donnent des perspectives différentes sur les choses qui comptent pour nous, la première nous offre des moyens pour connaître le monde autour de nous, la seconde des préceptes qui nous aident à nous orienter dans notre action, particulièrement dans notre vie collective. Chacune des deux renvoie à l'autre, selon une espèce de référence croisée, puisque la raison nous enseigne que la religion est indispensable à l'ordre social et que la religion nous encourage à emprunter les voies de la raison pour explorer l'univers et à rechercher les clefs de la création. En filigrane, dans ce raisonnement, non seulement deux approches sont distinguées, mais deux domaines : celui de la connaissance (objet de la raison) et celui des valeurs (objet de la religion).

Le philosophe écossais David Hume (1711-1776) a poussé la distinction plus loin. Il a affirmé qu'il y avait une séparation nette entre les domaines des faits et des valeurs, et qu'on ne peut établir aucun lien logique entre les deux, qu'on ne peut en aucun cas déduire des valeurs de faits ni inversement. Autrement dit, s'agissant des valeurs, il n'existe aucun fait, aucune réalité, qui puissent nous aider à décider. Nous sommes livrés à nous-mêmes dans les questions où des dilemmes importants se présentent à nous. Nos sentiments, nos croyances, nos intérêts nous guident (ou plutôt nous déterminent) dans les choix que nous faisons. Les enseignements religieux viennent nous aider à mettre de l'ordre dans nos passions contradictoires, et nous offrent des repères que nous ne pouvons « découvrir » autour de nous.

Les discussions philosophiques sur les rapports entre faits et valeurs, connaissance et éthique, ont été vives, complexes et détaillées. Ce qui nous importe pour notre propos est que, d'une part, on ne peut chercher une connaissance de l'univers du côté des traditions religieuses et, d'autre part, qu'on ne peut tirer une morale de la science ou de quelque savoir que nous obtenons au moyen de la raison et de l'expérimentation.

Là nous pouvons revenir à la question: que sommes-nous en droit de demander aux traditions religieuses. Si elles ne peuvent se prévaloir de vérités sur le monde, comment peuvent-elles nous aider à faire face aux dilemmes d'aujourd'hui ?

Les traditions religieuses offrent à la fois des règles morales universelles et des prescriptions particulières, applicables à des cas spécifiques. En d'autres termes, nous trouvons dans les héritages religieux à la fois des principes universels, indépendants du temps et du lieu, et des règles particulières qui constituent des applications de ces principes à des situations données. De la première catégorie relèvent des commandements essentiels (Dix dans la table de Moïse), qui sont du type de ce qu'on a appelé la "règle d'or" (telles que celle qui prend la forme de : « Traite les autres comme tu aimerais être traité toi-même »). Dans les contextes musulmans, ces principes ont été associés à des règles de détail, ou formulées parfois sous forme de règles particulières. Les théologiens musulmans ont par la suite développé sous le titre de Maqasid (finalités) de la loi un certain nombre de principes

fondamentaux que les règles visent à faire respecter, tels que le respect ou la protection de la vie, de la foi, du droit de propriété, de l'honneur. Les prescriptions de détail stipulent des règles à appliquer dans des cas particuliers, et sont considérées comme des manières de mettre en œuvre les principes. La plupart des prescriptions sont élaborées par des clercs religieux sur la base d'un nombre limité d'exemples empruntés aux textes sacrés, le tout en mettant en œuvre différentes techniques de dérivation. La science historique nous montre aujourd'hui que les prescriptions, autant celles qu'on trouve dans le texte sacré que celles formulées par les clercs religieux, répondent à des questions données qui se sont manifestées à des moments déterminés. Nous avons aujourd'hui les moyens d'investigation nécessaires à comprendre les contextes où ces règles ont été élaborées ainsi que les techniques, les approches, et les méthodes pour les produire.

En fait, les humanités, dont les sciences historiques font partie, nous en apprennent bien plus. Elles nous font prendre conscience, d'une manière très claire, de l'historicité des prescriptions de détail ainsi que des conditions qui ont mené certaines sociétés à nier cette historicité et à considérer que le dogme religieux requiert de tenir les prescriptions pour valides de toute éternité, autant que les principes universels qu'elles sont censées mettre en œuvre. Expliquons-nous :

L'historicité implique le fait d'appartenir à un moment historique, de tenir son sens, d'être explicable par des conditions du moment historique en question. Elle s'oppose à ce qui est anhistorique, éternel ou indépendant du temps. Des vérités peuvent être dites apodictiques dans le sens où elles sont valides quel que soit le temps ou le lieu, comme c'est le cas pour certaines propositions logiques. Que les prescriptions religieuses, les règles de détail en particulier, soient liées à une histoire particulière est attesté de plusieurs façons, et a été accepté par les croyants des premières générations et les milieux savants, y compris les clercs religieux dont l'autorité a été largement reconnue. Dans les contextes musulmans, l'expression même de *asbab an-nuzul* (litt. « les causes de la Révélation ») en dit long à ce sujet, même si elle a été réinterprétée par la suite pour faire des *asbab* des sortes d'occasions qui ont déclenché la révélation sans en déterminer la nature, la portée ou la validité.

Plus important que cela est la question de savoir comment on en est arrivé, dans des contextes historiques particuliers, à nier l'historicité de prescriptions et à leur attribuer une validité indépendante des situations pour lesquelles (ou dans lesquelles) elles ont été formulées. Ce processus a été décrit comme une sacralisation de régulations particulières et a fait l'objet d'études descriptives et théoriques diverses. La prise de conscience des tournants historiques qui ont conduit à cette sacralisation, qui s'obtient par une exposition aux humanités et aux sciences sociales ne s'est pas encore généralisée, ce qui crée des problèmes importants de nos jours, surtout (mais pas uniquement) dans les contextes musulmans.

Les traditions religieuses nous offrent donc des ensembles complexes, des combinaisons d'éléments de nature différente : des principes éthiques universels d'une part, sur lesquels toutes les religions convergent (du genre de la "règle d'or", telle que le respect de la vie, de la liberté de croyance etc.) et des prescriptions de détail, que nous savons liées à des contextes particuliers, que nous savons être des réponses données à des questions qui se sont posées à des moments particuliers, selon la formule de Fazlur Rahman (1919-1988), mais que nos ancêtres et de nombreux contemporains tiennent pour des règles ayant une validité

éternelle, exprimant la volonté immuable de Dieu. La science historique a beau montrer que ces prescriptions ont été formulées pour des contextes déterminés, l'attitude religieuse conservatrice n'en tient pas moins à y voir l'expression d'un ordre divin au-dessus de toute question.

Malgré cette impasse apparemment difficile à gérer, les choses évoluent sur les autres « fronts chauds » que nos communautés doivent affronter. En contraste avec les sociétés prémodernes, l'Etat-nation moderne constitue désormais le cadre institutionnel au sein duquel les sociétés gèrent leur vie publique et décident de questions essentielles pour leur présent et leur avenir.

Le recours aux traditions religieuses, dans la recherche de solutions aux problèmes que vivent les sociétés n'est souvent pas considéré comme indispensable. La preuve en est que les instances de débat public sont multiples et les discours, variés et souvent opposés, se réclament d'approches différentes, mais toutes fondées sur les principes de la raison universelle, de principes de la raison que tout le monde est supposé comprendre et accepter. Tous, y compris ceux qui se réclament des traditions religieuses, invoquent dans leurs formulations des principes qui ne sont spécifiques à aucune tradition ni aucune religion particulière. Un espace de débat sécularisé existe bel et bien, et témoigne que la sécularisation, à savoir les changements par lesquels la religion n'est plus l'unique cadre de discussion des questions essentielles à la communauté, relève bien des faits historiques observables. Les appels aux enseignements religieux proviennent d'ailleurs de cet espace et se défendent souvent au moyen d'arguments rationnels. Ainsi les traditions religieuses sont-elles convoquées, interrogées, mise à la tâche, souvent sans idée claire sur ce qu'il est loisible de leur demander et ce qu'il est possible d'attendre d'elles.

Dans les conditions que nous vivons aujourd'hui, nous assistons à une ouverture du champ des discussions sur les valeurs, à des recherches libres de solutions pour les dilemmes éthiques, en ce sens que la réflexion n'est pas conduite dans des termes empruntés au discours religieux et que les conclusions ne sont pas déterminées à l'aide de prescriptions religieuses. Les prescriptions religieuses constituent plutôt un héritage parfois difficile à gérer pour les sociétés modernes, dans le sens que la distinction n'est pas toujours faite entre les principes à validité universelle et éternelle et les prescriptions formulées pour des situations particulières. Les prescriptions en particulier sont à l'origine de problèmes qui suscitent des discussions infinies où les acteurs se sentent acculés entre une autorité supposée indiscutable et des réalités incontournables. Plus précisément, le problème vient de l'autorité attribuée aux prescriptions, souvent aux dépens ou en oubli des principes qui ont inspiré leur formulation. Le paradoxe est que nous sommes aujourd'hui dans un contexte où une distanciation s'est créée à l'égard de l'héritage religieux et où les valeurs font l'objet de débats publics et de discussions ouvertes conduites au nom de la raison, mais où, par une distorsion du sens historique, une autorité absolue est accordée à des prescriptions formulées pour des contextes historiques qui n'existent plus.

Ce qui transparait à travers ces discussions, c'est l'idée de pluralisme des valeurs. Encore une fois, en contraste avec les croyances dominantes dans les sociétés pré modernes, le bien n'est pas conçu comme un, absolu, connaissable intuitivement par les Prophètes et certainement, après eux, par les clercs religieux qui gardent leur héritage et gardent l'autorité

d'orienter l'ensemble de la communauté. Par pluralisme des valeurs on entend le fait qu'il existe des finalités multiples, diverses et aussi désirables les unes que les autres. On peut citer l'exemple de la conservation de l'environnement et du développement économiques : les deux sont désirables mais souvent difficilement conciliables.

Il en résulte que, au lieu du Bien absolu, ce qui est en jeu dans nos débats est le meilleur, l'optimal, souvent le meilleur compromis ou le moins mauvais équilibre entre des aspects positifs et des aspects négatifs. Chaque dilemme offre, comme le mot l'indique, une gamme d'options présentant chacune des avantages et des inconvénients, et le choix n'est jamais simple. C'est ce qui fait dire à certains que nos sociétés ont plus besoin aujourd'hui d'économistes que de théologiens, du fait qu'elles doivent décider sur la base d'avantages comparés non sur la base de biens ultimes.

La situation est rendue encore plus complexe par le fait que le pluralisme des valeurs (comparables à des préférences, qui peuvent varier énormément d'un individu à un autre) se décline non pas comme une gamme de données comparables sur une échelle unique, mais se présente comme des fins parfois inconciliables. L'exemple mentionné plus haut en est un. Plus classique est l'opposition entre liberté et égalité, difficiles à pleinement réconcilier. Les traditions religieuses offrent en fait des vocabulaires particuliers pour concevoir les valeurs et en discuter. S'il y a, entre traditions religieuses, convergence sur les valeurs ultimes, sur les « valeurs universelles », si les prescriptions religieuses ne fournissent plus aujourd'hui des solutions toutes prêtes et indiscutables mais sont elles-mêmes objet de débat, il reste que le débat est conduit au moyen et à travers des langages, des systèmes conceptuels, des références différents. La communication à propos des valeurs est l'un des plus grands défis de notre temps. Les conservateurs peuvent s'opposer à une réforme plus à cause de la manière de la dire, de formules de justification, qu'en raison de sa substance. La tradition religieuse, surtout en contexte musulman, continue pour cette raison à jouer un rôle important. Elle représente pour de larges segments de la population un système de références, un langage et des procédures de raisonnement qui ont défini l'identité l'ordre social autrefois et qui continuent d'être invoqués au sein de certains cercles et milieux sociaux. Les divisions entre conservateurs et libéraux sont souvent dues au langage utilisé par les uns et les autres, la mémoire historique mobilisée dans chaque cas etc. à savoir en fin de compte des systèmes de références différents et incommensurables. Ainsi des observateurs ont-ils pu relever que l'invocation de la Charia représente en fait un appel à mettre en œuvre des principes éthiques, du fait que la Charia a constitué, dans l'histoire des musulmans, bien plus qu'un système de régulations, et qu'elle a été plutôt un langage, des concepts et des procédures qui permettaient de débattre d'éthique et des moyens de la mettre en œuvre dans les matières publiques et privées.

Si le débat public est incontournable, il requiert, dans les contextes musulmans, des approches particulières. Il requiert à la fois une prise de conscience de l'historicité des prescriptions, des raisons pour lesquelles l'historicité est niée et le fait que cette négation pousse certains milieux à vouloir imposer à la société entière des approches et des langages inadéquats pour notre temps.